

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Europe

Cette Constitution européenne est dangereuse !

- International - Europe -

Date de mise en ligne : samedi 12 juillet 2003

Démocratie & Socialisme

Rien d'étonnant à ce que cette Constitution européenne ait été saluée avec « euphorie » par des Chefs d'Etat et de gouvernements de droite. Ils se sont débarrassés des obligations sociales.

Il faut tout mettre en oeuvre pour que ce texte constitutionnel ne soit pas adopté tant que subsistera le vote à l'unanimité avec droit de veto dans le domaine social et fiscal. **Il y aura toujours un gouvernement antisocial parmi les 25 Etats qui empêchera tout progrès social.** Les droits sociaux doivent être formellement garantis dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui est intégrée maintenant dans la Constitution. Un instrument juridique doit permettre la négociation de conventions collectives européennes.

Trois points essentiels **pour éviter que l'Europe élargie ait pour conséquences une baisse considérable des niveaux de vie chez nous, à l'Ouest, sans pour autant améliorer les conditions de vie et de travail de la majorité des habitants de la Pologne, de la Hongrie, de la République Tchèque, de la Slovaquie, de la Lituanie, de l'Estonie, de la Slovénie et de la Lettonie.**

Et qu'on arrête de nous dire qu'on a fait ce qu'on a pu et que cela pourrait être pire !

Le pire est là, sortant des mains de Valéry Giscard d'Estaing pour passer à celles de Silvio Berlusconi qui aura encore le pouvoir de modifier la Constitution européenne avant de la faire adopter par les Chefs d'Etat et de gouvernements. **Ce qui est prévu pour décembre 2003.**

Cette Constitution européenne - **qui sera supérieure aux constitutions nationales qui devront être révisées pour entrer en concordance avec les règlements européens, comme ce fut le cas déjà à multiples reprises, ne permet plus aux partis progressistes de faire adopter des lois de progrès social.** Par contre, le renforcement des règles de la concurrence et des critères drastiques du Pacte de stabilité **donne tout pouvoir aux partis de droite de jouer le dumping social et fiscal, de soutenir le capitalisme sauvage et l'exploitation sans limites des travailleurs par des sous-statuts, des bas salaires et la généralisation du travail intérimaire, sans obligation d'assumer les risques de la vieillesse, du chômage et de la maladie. Un retour au XIX° siècle !**

Les Etats dont les constitutions nationales évoquent Dieu exigent **que Dieu soit imposé comme valeur suprême à tous les européens.**

Les marchandages de la Conférence Intergouvernementale, peuvent encore nous surprendre !

Que les uns pensent pouvoir imposer Dieu signifie que cette Constitution européenne peut être réécrite, là où il y a une forte exigence. Dès aujourd'hui, rassemblons nos forces pour exiger nous aussi de récupérer notre propriété sociale collective qui nous a été volée par la Convention européenne entre 2000 et 2003.

Depuis plus de dix ans, les dirigeants des syndicats chrétiens à la tête de la Confédération Européenne des Syndicats ont failli à leurs responsabilités en n'alertant pas suffisamment les travailleuses et travailleurs des dangers des lois européennes. Ils ont trop souvent accepté d'être la courroie de transmission des intérêts capitalistes. **En tant que Président de la Fédération Européenne des Retraité(e)s et des personnes âgées, j'ai sonné l'alarme tant que j'ai pu, à l'intérieur et à l'extérieur de la CES mais je n'ai été ni écouté ni suivi.**

En pratiquant la chaise vide au Congrès de la CES, la FGTB a fait preuve d'audace et de volonté de retrouver les objectifs des syndicats libres, lorsque, nous avons décidé, après la seconde guerre mondiale de nous organiser au niveau européen pour créer un contre pouvoir face aux règles du marché unique et de la concurrence pour défendre

les intérêts du monde du travail.

Mes chères et chers camarades, mes chères et chers ami(e)s, bannir la guerre, la dictature, le racisme et assurer l'organisation d'une société solidaire qui protège, émancipe et est au service de toutes et tous, qui vise l'épanouissement de l'individu, l'affinement des relations humaines et la qualité de la vie furent et restent les objectifs fondamentaux d'une génération de syndicalistes socialistes qui sont devenus des protagonistes et défenseurs de l'intégration européenne. Nous avons lutté pour cela, nous avons conquis des droits sociaux et des conventions collectives pour l'amélioration des conditions de vie et de travail dans la plupart des pays européens. Nous le voulions pour nous mais aussi pour nos enfants et nos petits enfants et l'ensemble de l'humanité.

Il faut se rendre à l'évidence, rien n'est acquis à jamais. Les gouvernants ont déplacé les pouvoirs de décision au niveau européen. C'est à ce niveau là que le combat doit continuer et s'intensifier pour ne pas avoir tout à reprendre à zéro.

Georges Debunne

Ancien Secrétaire Général de la FGTB

Ancien Président de la CES et de la FERPA